

## Éditorial

### TIDIANI DIAKITÉ, UN AMBASSADEUR DYNAMIQUE ET EFFICACE

L'invitation du Mali, à travers l'Office du Niger, à participer à la 7ème Exposition agricole internationale du Qatar qui s'est tenue du 19 au 22 mars 2019 à Doha est à mettre à l'actif d'une seule personne : Tidiani Diakité, ambassadeur du Mali au Qatar. Le diplomate, qui a ouvert les portes de l'ambassade du Mali au Qatar en 2016, a usé de tout son entregent afin d'inscrire le géant de la riziculture au Mali et dans la sous-région qu'est l'Office du Niger au prestigieux tableau des invités d'honneur de cette 7ème Exposition agricole internationale du Qatar. Notre compatriote ne s'est pas limité à faire inviter le Mali à ce rendez-vous du monde des affaires, il a également consacré son temps et son énergie à ouvrir en grand les portes des grands investisseurs au président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, et à la délégation qui l'accompagnait.

Ainsi, juste après l'ouverture officielle de l'exposition, notre ambassadeur a fait visiter le stand de l'Office du Niger à une dizaine de diplomates accrédités au Qatar. Il s'agit notamment des ambassadeurs du Kenya, du Bénin, du Venezuela, de Djibouti, du Japon, de l'Australie, du Soudan et de France. Tous étaient venus s'imprégner du potentiel agricole du géant de la riziculture au Mali et dans la sous-région.

Après ce ballet diplomatique, vint le temps des audiences auprès des grands investisseurs du Qatar. Notamment Hassad Food, Qatar Chamber, l'Alliance Mondiale des Terres Arides, Faisal Holding et Barzan Holding pour ne citer que ceux-ci. Chez chacun de ces puissants argentiers, le PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a présenté, images à l'appui, l'immense potentiel agricole de l'Office du Niger. Cette offensive de charme va certainement déboucher sur des réalisations concrètes dans les mois à venir au regard des engagements pris de part et d'autre.

En plus de ces rencontres d'échange, l'Office du Niger a formulé une requête de financement d'un montant de 26 milliards de FCFA au directeur général du Fonds du Qatar pour le Développement afin de réhabiliter le canal de Macina et le Fala de Boky Wéré. Ce projet, s'il se réalise, va permettre de porter le débit du canal de 45 m<sup>3</sup>/s à 210 m<sup>3</sup>/s afin de pouvoir irriguer plus de 1.500.000 ha et, ainsi, satisfaire les besoins en eau et en terre de nombreuses perspectives d'aménagements publics ou privés. La réalisation de ce projet mettra également fin aux crises d'eau fréquentes et aiguës entraînant des pertes de rendement et provoquant des crises sociales importantes.

Dans cette recherche de potentiels investisseurs à Doha, notre valeureux ambassadeur Tidiani Diakité a pleinement joué son rôle. Il a aussi bénéficié de l'appui du ministre de l'Agriculture, le Dr Nango Dembélé. Ses homologues des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, ainsi que de l'Économie et des Finances ont également appuyé les dossiers à leurs niveaux respectifs. La balle est, désormais, dans le camp du président de la République, El Hadji Boubacar Keïta, dont les bonnes relations avec l'Émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, pourraient permettre d'obtenir les 26 milliards de FCFA nécessaires à la réhabilitation du canal de Macina et du Fala de Boky Wéré. A ce propos, les grands espoirs du PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, reposent sur la visite officielle du président IBK prévue à Doha au Qatar en juin prochain.

Ces espoirs peuvent devenir des réalités surtout quand on sait que Son Altesse l'Émir Sheikh Tamim Bin Hamad Al-Thani, lors de sa visite historique à Bamako, le 21 décembre 2017, a réitéré le soutien du Qatar et sa totale disponibilité à accompagner le Mali dans ses efforts de consolidation de la paix et de la stabilité ainsi que du renforcement de la résilience et de reconstruction post-crise.

**Alassane DIARRA**

## 7ème exposition agricole internationale du Qatar : L'OFFICE DU NIGER EN QUÊTE DE 26 MILLIARDS DE FCFA POUR LA RÉHABILITATION DU CANAL DE MACINA ET DU FALA DE BOKY WÉRÉ

*Lire en page 3*

## UN PARTENARIAT PROPOSÉ À HASSAD FOOD ET À L'ALLIANCE MONDIALE DES TERRES ARIDES



### **Nouer des partenariats durables avec une approche d'investissement à long terme**

**A** l'exposition agricole internationale du Qatar à Doha, la délégation du PDG de l'Office du Niger comprenant le Directeur des aménagements, Hamadou Sidibé, le directeur de la représentation à Bamako et votre fidèle serviteur, a mené une offensive de charme en direction des investisseurs du monde entier. Ainsi, le 20 mars 2019, elle a rencontré, tour à tour, deux investisseurs potentiels : Hassad Food et l'Alliance Mondiale des Terres Arides.

Hassad Food est une filiale à part entière du Qatar Investment Authority, et surtout c'est le premier investisseur du Qatar dans le secteur de l'agroalimentaire. Créée en 2008, la société a adopté un modèle d'investissement à la pointe de la technologie qui lui permet d'investir au niveau mondial dans des perspectives viables afin de répondre efficacement aux besoins alimentaires partout où elle intervient. Sa mission est d'identifier, puis investir dans les actifs attractifs dans les chaînes de valeurs mondiales de l'agroalimentaire. L'objectif est de nouer des partenariats durables avec une approche d'investissement à long terme.

A cette société, l'Office du Niger entend offrir 50.000 ha pour des investissements directs dans un principe gagnant-gagnant.

Avec l'Alliance Mondiale des Terres Arides, conçue en 2017 afin de rassembler des pays autour d'un défi commun - la gestion des terres arides -, il a été question de ratifier, tout d'abord, l'adhésion du Mali à la structure. Condition sine qua non de tout partenariat. Ainsi, sur place l'ambassadeur du Mali au Qatar, Cheick Hamed Tidiani Diakité, l'artisan de toutes les rencontres menées par la délégation de l'Office du Niger, a pris l'engagement de s'investir auprès des autorités maliennes pour la ratification de ladite adhésion. Car, pour lui, il est urgent de nouer un partenariat avec l'Alliance. De son côté, le Pdg de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, après avoir engagé une synergie d'action entre son entreprise et l'Alliance, a obtenu des responsables de cette Alliance l'engagement d'une visite de terrain à l'Office du Niger. Les deux parties vont préparer ensemble cette mission de l'Alliance au Mali. Et cela probablement avant la visite d'Etat du président Ibrahim Boubacar Keïta au Qatar prévue en juin prochain.

Cette visite va renforcer la coopération bilatérale entre les deux États et concrétiser de nombreux projets déjà initiés.

**Source : SSOM ON**



# Productivité agricole : L'APPORT PRÉCIEUX DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La ferme de Sidiki Coulibaly en est une illustration parfaite. Il a, en effet, expérimenté des techniques de greffage et de productivité qui permettent de raccourcir la durée d'attente avant la fructification des arbres fruitiers.

Le 11 mars 2019, un vent d'enthousiasme soufflait sur le village de Zémougou Mangoni dans le cercle de San. Dans ce village, la ministre de l'Innovation et de la Recherche scientifique, Mme Migan Assétou Founé Samaké, a visité la ferme de Sidiki Coulibaly. Ce serial innovateur maîtrise les techniques de production et de multiplication des plants (pépinière, greffage, entretien des plantations, récolte des fruits). Nul aujourd'hui ne conteste l'apport positif du greffage dans la multiplication des arbres fruitiers et autres plantes. Grâce à l'accompagnement de l'Institut d'économie rurale (IER), Sidiki Coulibaly a obtenu de bons résultats dans le greffage du baobab, du karité, etc. Lors de sa visite dans la ferme de Sidiki Coulibaly, Mme Migan Assétou Founé Samaké a réitéré son engagement à accompagner de telles initiatives, dont l'objectif est d'améliorer la productivité des arbres de nos terroirs. Il y en a qui, à l'état sauvage, peuvent passer une dizaine d'années ou plus avant de donner des fruits. L'innovation et la recherche permettent désormais de raccourcir ces délais.

Après avoir sillonné la ferme de Sidiki Coulibaly, Mme Migan Assétou Founé Samaké a estimé que ce qu'elle avait vu était édifiant. Elle a souhaité que de telles initiatives se répandent partout pour que nous puissions bénéficier des résultats des recherches.

« Nous sommes ici dans cette ferme, dans le cadre du partage du savoir et de l'innovation. Nous sommes là d'abord pour montrer que partout au Mali, on peut apprendre et bénéficier de l'apprentissage de la



Il est possible à la fois de contribuer à la préservation de l'écosystème et de générer des revenus

connaissance», a-t-elle expliqué en constatant qu'il est possible à la fois de contribuer à la préservation de l'écosystème et de générer des revenus. Mme Migan Assétou Founé Samaké a jugé que le langage ne devait en aucun cas constituer une barrière à l'apprentissage. Il est, à ce propos, indispensable de fédérer l'ensemble des acteurs autour de nouvelles connaissances afin qu'elles soient diffusées partout dans le pays, a-t-elle préconisé en se référant à la collaboration exemplaire nouée entre Sidiki Coulibaly, l'Institut d'économie rurale (IER), l'IPR/IFRA de Katibougou et le Profesi autour du développement de nos arbres. Avec la technique de greffage, la fructification est accélérée, a souligné Mme

Migan Assétou Founé Samaké. Au dernier jour de sa visite, la ministre de l'Innovation et de la Recherche scientifique accompagnée du gouverneur de la région de Ségou, Biramou Sissoko, de la directrice générale du Centre de recherche et de formation pour l'industrie textile (CERFITEX), le Dr Awa Soronfé Dombia, et des membres de son cabinet, s'est rendue dans l'unité de production d'amendements et d'engrais organiques du Groupe Éléphant vert. En investissant plus de 6 milliards de Fcfa dans la construction d'une usine moderne ayant une capacité de production de 50.000 tonnes/an extensible à 100.000, le Groupe Éléphant vert a vu juste. Notre pays possède, en effet, un grand potentiel agricole (cul-

tures de céréales et coton) ainsi qu'un tissu et un potentiel agro-industriel important (la part de l'agriculture dans le PIB national est proche des 40%).

Après la présentation du Groupe par sa directrice générale, Mme Oumou Sidibé Vanhoorébeke, la délégation ministérielle a successivement visité le bassin d'évaporation, le site de stockage des matières premières, les champs tests. Elle a également pu examiner les différentes gammes de produits de l'entreprise. Il s'agit des biofertilisants 100% naturels, riches en matière organique et en éléments nutritifs. Ils permettent de régénérer durablement les sols et d'augmenter les rendements. Les biostimulants sont utilisés pour améliorer la protection des racines et les biopesticides luttent contre les ravageurs et maladies de manière totalement naturelle en protégeant les cultures.

Aux termes de sa visite, la ministre a indiqué qu'elle s'inscrivait dans une approche pragmatique d'extension de l'innovation dans le domaine de l'agriculture dans notre pays. « Il s'agit de trouver une alternative à l'utilisation des produits phytosanitaires chimiques qui commencent à montrer leurs limites », a-t-elle précisé en notant que cette usine est en train de faire divers produits afin de nous permettre de poursuivre une agriculture biologique, saine, contrôlée et certifiée. Selon Mme Migan Assétou Founé Samaké, la technique de production d'Éléphant vert relève de l'innovation. L'unité industrielle étant en collaboration avec des structures de recherche, elle a expliqué la nécessité pour les jeunes d'être en relation avec cette usine pour le bien-être de la population en termes de production d'aliments sains. « C'est tout le sens de notre visite », a résumé la ministre de l'Innovation et de la Recherche scientifique.

Source : AMAP Ségou

## Lamissa Diakité, PDG de l'ATI du Mali : « NOUS AVONS BESOIN D'INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE, PREMIÈRE SOURCE DE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE MALIENNE »

Afin d'accélérer le développement de ses terres non exploitées, le Mali s'est doté depuis 2015 d'une entité dédiée : l'Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture de l'Eau d'Irrigation (ATI). Son PDG est un agro-économiste, le Dr Lamissa Diakité. Il détaille les missions de sa structure et le contexte dans lequel elle opère.

« L'Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture de l'Eau d'Irrigation a mission de contribuer à la satisfaction des besoins en terres agricoles aménagées, accompagner les producteurs dans la gestion des aménagements hydro-agricoles nécessaires. Et aussi identifier et encourager les investisseurs à s'intéresser au Mali.

L'agriculture occupe une place importante dans l'économie malienne puisqu'elle en est la première branche avec une contribution de 40 % au produit intérieur brut et fait vivre plus de 60 % de la population du pays.

Nous disposons de plus de 2,2 millions d'hectares de terres aménageables pour y faire de l'agriculture irriguée et commerciale. Des efforts ont certes été accomplis mais sont encore insuffisants au regard du contexte écologique actuel et du contexte sahélien confronté au changement climatique et à une pluviométrie de moins en moins importante. Il faut donc changer de stratégie pour trouver d'autres ressources en eau capables d'assurer les cultures pendant les douze mois de l'année ».

Une Agence pour mieux gérer l'eau et l'exploitabilité des terres

« Dans nos zones rurales, on ne cultive que pendant trois, quatre ou cinq mois, ce qui laisse une vacance trop importante. C'est pourquoi le président Ibrahim Boubar Keita a décidé de mettre en place une structure dédiée pour stimuler les aménagements et faciliter l'accès à l'eau agricole.

Une meilleure gestion de l'eau agricole signifie aménager suffisamment d'espaces pour les producteurs et trouver les moyens d'améliorer les modes d'exploitation de l'eau souterraine. L'ATI, créée en 2015, s'est vue doter d'une grande autonomie et d'un budget conséquent, reflets d'une volonté politique forte. Notre mission est l'aménagement et la mise en valeur d'environ 9 000 hectares de terres irrigables, ainsi que l'installation d'exploitations agricoles. Des portions de parcelles

déjà aménagées seront données aux exploitants. Afin que ces exploitations soient rentables des infrastructures de commercialisation seront créées ».

Trois grands projets en cours avec la Banque mondiale

« Nous sommes également soutenus dans nos actions pour les programmes d'investissements prioritaires, notamment sur trois grands projets en cours de réalisation. Le premier, le Projet d'appui régional à l'initiation pour l'irrigation au Sahel, vient d'être approuvé par la Banque mondiale. Il porte sur un investissement de 25 millions d'euros dans les aménagements hydro-agricoles, complété par une contribution espagnole de 10 millions d'euros.

Le second projet - toujours avec la Banque mondiale - de 150 millions de dollars est situé dans la zone d'Alatona (au sein de l'Office du Niger). C'est le Projet de développement de l'agriculture irriguée commerciale en zone Office du Niger, qui se trouve être l'un des programmes les plus importants de l'ATI. Cette zone dédiée à la production agricole est déjà sécurisée et l'est davantage, grâce au plan de sécurisation de la zone Office du Niger, où des militaires comme les forces de la MINUSMA sont déployés, avec la force conjointe du G5-Sahel.

L'État essaie cependant de mettre le focus là où les grands investissements sont possibles pour mieux les sécuriser. Le troisième projet, de 80 millions de dollars, concerne les zones arides pour y fixer les populations qui, en raison de l'aridité des sols, fuient ces terres pour gagner le sud ou le centre du pays. C'est le Projet de développement de la production agricole dans les zones semi-arides du Mali lancé officiellement le 7 mars 2019 ».

L'interface des investisseurs

« Placée sous la tutelle du Dr Nango Dembélé, ministre de l'Agriculture, l'ATI a élaboré un plan d'investissements pluriels sur cinq ans, et qui court désormais depuis 2016. Nous voulons aller vite : il nous faut donc travailler beaucoup plus avec les investisseurs et les privés, dont nous sommes l'interface.

Au sein du ministère de l'Agriculture, nous sommes chargés de la promotion des Partenariats public-privé (PPP). C'est une politique que l'État vient de mettre en place en créant une unité spécifique rattachée à la Primature. Ce sont nos interlocuteurs. Nous travaillons sur la grande irrigation, sur l'irriga-

tion privée et l'agriculture commerciale tandis que nos collègues du génie rural travaillent sur l'irrigation de proximité. Dans le cadre de nos programmes, nous sommes chargés des « nouveaux villages agricoles ».

Les « nouveaux villages agricoles »

« Une politique de développement rural a été mise en place, destinée à « fixer » les populations rurales. C'est un espace où l'on installe la population en lui aménageant toutes les commodités de façon qu'elle puisse produire, transformer et commercialiser sur place... avec les voies d'accès nécessaires.

Les premiers « villages » seront créés dans la zone de l'Office du Niger sur 3 200 hectares avec les études de faisabilité et des appels d'offre qui ont débuté en 2018. Nous sommes maintenant en phase de négociation avec un ensemble de partenaires.

Au moins quatre investisseurs privés sont intéressés pour réaliser, clés en main, ce projet de 61,5 milliards de Fcfa. C'est l'unité PPP qui aidera à décider de l'attribution de ce marché. C'est un concept qui est lui-même complémentaire des agropoles, un espace beaucoup plus large qui définit d'autres priorités pour le développement de leur zone ».

En recherche d'investisseurs sur la création d'agropoles

« Nous avons également lancé deux études : une étude sur l'agropole périurbain de Bamako avec une agriculture beaucoup plus intensive, agropole financé par la BAD (Banque Africaine de Développement), et une étude sur trois autres agropoles à Ségou, Sikasso et Kidal, pour lesquels nous aurons besoin d'investisseurs.

Nous réalisons également des aménagements pastoraux. Ainsi ces deux dernières années, il n'y a pas eu suffisamment de pluie et donc peu de pâturages, l'élevage a beaucoup souffert. L'urgence ? Aménager des points d'eau pour pouvoir abreuver les animaux et aménager des cultures fourragères.



Une politique de développement rural a été mise en place, ici le périmètre agricole des femmes de N'Debougou

Enfin, dans le cadre de son mandat, l'ATI est également chargée de faire des aménagements agropoles pour la pêche, car en plus d'être pêché, le poisson s'élève ; il convient donc de créer les meilleures conditions pour son élevage grâce à l'aquaculture ».

Un potentiel gigantesque de production brute et de transformation

« Le Mali est une destination sûre pour les investissements en matière agricole et présente un marché potentiel pour les produits bruts comme pour les produits transformés. Un marché qui concerne non seulement le Mali, mais toute la sous-région avec un potentiel d'exportation important. Il faut donc continuer à faire confiance au Mali et au secteur agricole, principale source de croissance - je le répète - de l'économie malienne.

Il ne faut pas avoir peur car il y a ici des gens capables de les appuyer et de les accompagner dans tout ce qu'ils veulent entreprendre chez nous pour participer au développement du pays. Nous sommes en mesure d'accompagner les privés dans leur projet et les aider à formuler et concrétiser leurs projets d'investissement ».

Source : africapresse.paris



# 7ème exposition agricole internationale du Qatar : L'OFFICE DU NIGER EN QUÊTE DE 26 MILLIARDS DE FCFA POUR LA RÉHABILITATION DU CANAL DE MACINA ET DU FALA DE BOKY WÉRÉ

La Direction générale de l'Office du Niger, sous la férule de son président directeur général, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a formulé une requête de financement qui permettrait d'étendre les superficies aménagées à la demande expresse du ministre de l'Agriculture, le Dr Nango Dembélé. Ses homologues des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, ainsi que de l'Economie et des Finances ont également joué leur rôle en transmettant ladite requête au directeur général au Fonds du Qatar pour le Développement. La balle est, désormais, dans le camp du président de la République, El Hadji Bouba Karé Kéita, dont les bonnes relations avec l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, pourraient permettre d'obtenir les 26 milliards de FCFA nécessaires à la réhabilitation du canal de Macina et du Fala de Boky Wéré. Les grands espoirs du PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, reposent sur la visite officielle du président IBK à Doha au Qatar prévue en juin prochain.



Le Dr Coulibaly (au centre) a invité ses interlocuteurs à l'Office du Niger pour une mission de prospection

**D**u 19 au 22 mars 2019, le président directeur général, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a conduit une délégation de l'Office du Niger à la 7ème Exposition agricole internationale du Qatar. Au cours de cette rencontre des investisseurs où il figurait parmi les invités d'honneur, le patron de l'Office du Niger sous les auspices de l'ambassadeur du Mali au Qatar, Tidiani Diakité, a eu, en marge de l'exposition, des rencontres de haut niveau avec des investisseurs qatari. Après des rencontres à Hassad Food et à l'Alliance Mondiale des Terres Arides (19 et 20 mars), le PDG de l'Office du Niger a été reçu en audience, le 21 mars par Faisal Holding et Barzan Holding. Chez les deux grands investisseurs, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly a fait une présentation, images à l'appui, du potentiel agricole de l'Office du Niger. Un exposé destiné à convaincre ces investisseurs de venir nouer un partenariat gagnant-gagnant avec son agro-entreprise. En prélude à cette collaboration potentielle, le Dr Coulibaly a invité ses interlocuteurs à l'Office du Niger pour une mission de prospection.

Un des projets les plus bénéfiques caressés par l'Office du Niger est l'agrandissement du canal de Macina et la réhabilitation du Fala de Boky Wéré. La requête d'un montant de 26 milliards de FCFA a été adressée au directeur général du Fonds du Qatar pour le Développement.

Le canal de Macina, pour rappel, est la première réalisation des trois adducteurs de la Zone Office. Il a été exécuté à moitié de ses capacités dans les années 1930 pour irriguer les systèmes hydrauliques du Macina

(776.000 ha), du Kareri (495.000 ha), du Kokeri (148.000 ha), soit environ 1.500.000 ha. La zone couverte par ce canal s'étend sur les régions de Ségou et de Mopti.

L'ouvrage en question est long de 23 km, large de 25 m au plafond. Il est réalisé provisoirement pour véhiculer un débit de 45 m<sup>3</sup>/s et devrait être finalisé pour un débit de 210 m<sup>3</sup>/s.

Le Fala de Boky Wéré qui assure la continuité du canal de Macina est un ancien défluent du fleuve Niger endi-

gué pour contenir les plans d'eau nécessaires afin de permettre l'irrigation.

## JUSTIFICATION DU PROJET

La réalisation de ce projet va permettre d'augmenter le débit du canal de 45 m<sup>3</sup>/s à 210 m<sup>3</sup>/s afin de pouvoir irriguer plus de 1.500.000 ha et, ainsi, satisfaire les besoins en eau et en terre de nombreuses perspectives d'aménagements publics ou privés. Elle mettra également fin aux crises d'eau fréquentes et aiguës entraînant des

pertes de rendement et provoquant des crises sociales importantes.

La réalisation du projet permettra aussi d'atteindre l'objectif d'extension de PAHA de plus 330.000 ha à travers l'accroissement du système hydraulique de Macina et l'ouverture des systèmes hydrauliques de Kareri et de Kokeri.

Enfin, le projet va rétablir l'écosystème durablement éprouvé par plusieurs décennies de sécheresse et redynamiser les activités agro-sylvo-pastorales.

## FAISAL HOLDING PROJETTE UNE MISSION DE PROSPECTION À L'ON

A Faisal Holding, une société privée créée en 2001 pour lutter contre la pauvreté via le développement innovant dans le secteur industriel et professionnel, le directeur des investissements, Hisham Hakim, se dit prêt à intervenir à l'Office du Niger à travers leur bureau basé à Casablanca au Maroc.

## 10.000 HA PROPOSÉS À BARZAN HOLDING

A Barzan Holding, la vocation est au renforcement des capacités. Elle est ouverte aux entreprises et offre aux entreprises internationales la possibilité de collaborer à la Recherche-Développement (R&D), de faciliter le transfert de connaissances et de créer des technologies de défense et de sécurité innovantes. Après les échanges sur le potentiel agricole de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly a proposé 10.000 ha à la société. Celle-ci s'est engagée à venir prospecter le potentiel agricole de l'Office du Niger et à étudier les offres.

## BALLET DIPLOMATIQUE AU STAND DE L'OFFICE DU NIGER



De nombreux diplomates sont venus s'imprégner du potentiel agricole du géant de la riziculture

**L**a 7ème Exposition internationale de l'agriculture du Qatar a ouvert ses portes le 19 mars 2019 à Doha. Placée sous le thème de « l'agriculture et l'environnement », cette exposition est une opportunité d'affaires pour de milliers de participants venus du monde entier.

Dès l'ouverture de la manifestation, le stand de l'Office du Niger, qui figure au premier rang des invités d'honneur, a reçu la visite de plusieurs ambassadeurs dont ceux du Kenya, du Bénin, du Venezuela, de Djibouti, du Japon, de l'Australie, du Soudan et de France. Tous étaient venus s'imprégner du potentiel agrico-

le du géant de la riziculture au Mali et dans la sous-région.

Juste après ce ballet diplomatique, le PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a eu des entretiens avec les responsables de la Chambre de commerce et d'agriculture du Qatar et avec le ministre de l'agriculture de la Turquie.



# NOUVEL ENGAGEMENT DE LA FAO POUR L'AGRICULTURE RÉSILIENTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au cours de l'atelier consacré à la validation du projet « Promotion de l'agriculture de conservation en Afrique de l'Ouest et du Centre », qui s'est tenu du 20 au 21 mars à Dakar, a promis de soutenir l'initiative du Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF), à travers une aide d'environ 17,3 milliards de Fcfa.

Bonne nouvelle pour le projet du CORAF portant sur l'agriculture de conservation en vue de répondre aux défis du changement climatique en Afrique de l'Ouest. Il vient de bénéficier d'un soutien de taille : celui de la FAO qui s'est engagée à œuvrer pour trouver des partenaires pouvant financer sa réalisation. Un engagement pris lors de l'atelier de validation du projet « Promotion de l'agriculture de conservation en Afrique de l'Ouest et du Centre » qui s'est déroulé à Dakar, les 20 et 21 mars.

« La proposition de soutien pour ce projet sera soumise aux bailleurs car la FAO n'est pas un donateur mais travaille avec des organisateurs comme le CORAF pour trouver des agences de financements pouvant soutenir ce genre de projet », a précisé Joseph Mpagalile, chargé de la mécanisation durable à la FAO.

Prévu sur cinq ans, avec un budget de 30 millions de dollars, soit 17,3 milliards Fcfa, ledit projet a été adopté à Dakar, par la FAO et le CORAF, deux partenaires de la recherche et développement agricole en Afrique de l'Ouest. D'après Joseph Mpagalile, ils « sont en train d'étudier les possibilités de renforcer leur collaboration afin de résoudre les défis climatiques les plus complexes au Sahel ».

L'agriculture face au dérèglement climatique



« La technique permet de garder l'eau sur la parcelle »

« Nous avons besoin de travailler davantage pour développer, adapter, créer des outils qui répondent à nos conditions de travail. Le plus important, c'est de nous situer dans le contexte de changement climatique, pour trouver de nouvelles technologies, afin de permettre à nos producteurs de produire sans difficulté dans des conditions difficiles », a expliqué le Burkinabè Lamien Niyidouba, coordonnateur du projet de Promotion de l'agriculture de conservation en Afrique de l'ouest et du centre (Promaca). Selon lui, ce projet initié par le CORAF, permet une meilleure gestion des « effets du changement climatique ». Il estime à ce propos que « l'agriculture de conservation est une de ces techniques qui permettent la ges-

tion de l'eau à la parcelle ».

A l'en croire, elle va permettre aux paysans de l'Afrique de l'Ouest, d'être « résilients par rapport aux effets du changement climatique » et de trouver une solution aux « poches de sécheresse récurrentes pendant la saison des pluies ». L'objectif étant de trouver des approches qui puissent « renforcer les communautés vulnérables ». S'exprimant au nom du directeur exécutif du CORAF, il a aussi expliqué que « cette technique, permet de garder l'eau sur la parcelle parce que sa particularité est d'avoir beaucoup plus de matières organiques dans le sol couvert lequel minimise l'évaporation du peu d'eau recueillie à travers la pluie ».

« Au départ, le projet était conçu

avec neuf pays, mais finalement prend en compte douze », a révélé Korodjouma Ouattara, consultant du CORAF chargé de rédiger le PROMACA, promettant de « revoir à la hausse le budget initial pour pouvoir prendre à bras le corps la promotion de cette technologie dans les différents pays ». Il a indiqué que le PROMACA sera basé sur trois principes : « ne pas labourer le sol pour éviter sa fragilisation, maintenir la végétation à la surface du sol au cours de l'année et diversifier l'agriculture ». « On s'est rendu compte que lorsqu'on applique ces principes de l'agriculture de conservation, on peut exploiter durablement les sols » a-t-il ajouté.

Source : [afrique.latribune.fr](http://afrique.latribune.fr)

## N'djaména : GRANDE AFFLUENCE AU PREMIER SALON AFRICAIN DE L'AGRICULTURE

Mettre en réseau les acteurs de la production et de la transformation agricole africaine, réduire les barrières aux transactions régionales et contribuer à la lutte contre la pauvreté ont été les principaux objectifs de ce salon

Le président tchadien Idriss Déby Itno a plaidé pour « l'accroissement du commerce intra-africain, notamment celui des produits agrosylvo-pastoraux et halieutiques », en vue d'accélérer le développement économique du continent africain.

Le président tchadien s'exprimait à l'ouverture du premier salon africain de l'agriculture qui s'est déroulé du 12 au 15 mars à N'Djaména. « Ce salon traduit la ferme volonté des dirigeants africains et leurs partenaires de fédérer leur énergie et de mutualiser leurs ressources en vue d'accélérer le développement économique de notre continent par l'accroissement du commerce intra-africain, notamment celui des produits agrosylvo-pastoraux et halieutiques », a déclaré Idriss Déby Itno.

Le salon organisé conjointement



L'affiche d'une manifestation destinée à accélérer le développement économique du continent africain

par le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et le gouvernement du Tchad, s'est attaché à

mettre en réseau les acteurs de la production et de la transformation agricole africaine, réduire les barrières aux transactions régionales, contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement d'une alimentation saine.

Le salon, selon les organisateurs, a réuni plus de 200 exposants. Des producteurs ruraux africains, des instituts de recherche agronomiques et des unités industrielles de transformation des produits agricoles ont présenté leur savoir-faire et leurs produits. Pour Ahmat Hassan Moussa, le coordinateur national du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel, « il faut d'abord maîtriser la question de la santé animale pour une bonne productivité de la chaîne agricole, à travers laquelle on peut avoir de la viande et du lait à exporter ou tout simplement à transformer ».

Parallèlement aux expositions, plusieurs conférences-débats ont été programmées autour de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique et de la question du commerce inter-africain des produits agrosylvo-pastoral au profit des 25 000 visiteurs de ce salon.

Plusieurs pays membres du CILSS ont pris part à

ce salon (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo), ainsi que d'autres membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de plusieurs régions du monde.

Le salon qui avait pour thème « Transformation des chaînes de valeurs agricoles en Afrique, face aux défis économiques, climatiques et sécuritaires » s'est clôturé le 15 mars.

Source : [trt.net](http://trt.net)

### SÈNÈ KUNAFONI

Mensuel de l'Office du Niger

Directeur de Publication :

Dr Mamadou M'Baré Coulibaly

Rédacteur en chef :

Alassane Diarra

Rédacteurs : Moriba Sanogo,

Fanta Djiga, Bamoye Keita,

Moussa N. Coulibaly.

Adresse : 106 - Segou-Mali

Site web : [www.on-mali.org](http://www.on-mali.org)

Facebook : [facebook.com/office-dunigersegou](https://facebook.com/office-dunigersegou)

Tel : +223 66 64 65 83

+223 76 64 65 83

Email : [dmoris21@gmail.com](mailto:dmoris21@gmail.com)

Assistance technique :

Agence Stratégies